



COMPTE RENDU DE LA REUNION PLENIERE DU CHSCT DU 15/10/2012

Le comité hygiène santé et conditions de travail est composé des sphères DGFIP , DOUANES , INSEE et le SDNC . Il a réuni : les directeurs et les ACMO des directions, les délégués titulaires et suppléants des organisations syndicales, l'inspecteur MR BELLOCQ , le secrétaire MR AMADOU et la secrétaire animatrice MME LE NORMAND .On peut regretter l'absence du DR HESS (médecin coordinateur).

La séance plénière a été présidée par MME GUILLE, laquelle a ouvert la séance en énonçant la composition de l'ordre du jour :

- Approbation du procès-verbal de la réunion plénière du 2/07/2012
- Compte rendu du groupe de travail du 18/09/2012
- Point sur l'utilisation des crédits 2012
- Affectation budgétaire du reliquat de la dotation 2012.
- Projet de déménagement de l'INSEE
- Questions diverses.

***synthèse des travaux du groupe de travail du 18/08/2012.**

a) les exercices d'évacuation incendie : un récapitulatif a été établi par direction et par site à partir des fiches d'évaluations et des rapports . ME BELLOCK a rappelé que 2 exercices annuels sont obligatoires pour les sites de plus de 50 personnes, 1 seul est requis en dessous de ce nombre. IL recommande un deuxième exercice lorsque que le premier a été mal accompli. Lorsque le bâtiment est occupé par d'autres salariés il est nécessaire de veiller à l'évacuation totale des lieux. FO a insisté pour la poursuite des consignes lesquelles sont ne sont pas respectées partout, de même il convient souvent d'expliquer le rôle des serre-fils et des guides fils . Nous avons indiqué qu'un trop grand nombre de dispositifs demeurent à ce jour incomplets ou défectueux ce qui nuit au bon déroulement de la procédure d'évacuation

*** rapport de visite de l'inspecteur santé sécurité au travail sur l'INSEE.**

Les structures de ce site se dégradent depuis des années . De gros travaux d'étanchéité des terrasses et des façades n'ont pas été engagés en raison d'un déménagement prévu depuis 2008 mais qui ne se réalisera en 2013 (sous réserve de l'acceptation du ministère). Seuls des travaux d'entretien sont maintenus . Les dangers liés à la présence de l'eau et de l'électricité sont réels de petites interventions ont eu lieu : pose de goulottes pour le passage des fils électriques, changement de l'huile du transformateur contenant du téralène. En revanche, il est impossible par ailleurs de changer les plastrons des armoires électriques (les portes sont incompatibles avec les plastrons existants sur le marché. Le restaurant

administratif qui n'est pas aux normes va fermer à la demande du CDAS , en raison de l'absence de plan de prévention avec le prestataire.

*Programme annuel de prévention du SDNC

Madame CUNIER , assistante de prévention a commenté son programme en insistant sur l'effort réalisé en matière de protection physique des agents . La fourniture des bouchons ergonomiques aux personnes exposées au bruit des ateliers est un succès. La campagne d'affichage sur les équipements de protection individuelle se poursuit. Les contrôles visuels sont programmés mais restent à mettre en place par le médecin de prévention. Les véhicules de services ont été équipés de trousse de secours. L'éclairage du chemin piétonnier menant à l'entrée du site a été réalisé, les travaux sur la centrale incendie se poursuivent. FO a souligné la grande lisibilité du programme établi et a apprécié l'indication des sources de financement des différents travaux : soit un financement par la direction à hauteur de 40 000 euros, Par le CHS pour 10 903 euros et le PIT (ministère) pour 56 245 euros.

*Point sur les l'utilisation des crédits 2012 :

Le total des sommes engagées est de 139 617 ,93 euros , dont 54 166 euros de factures impayées, liées aux dysfonctionnements de chorus dans la gestion des crédits . Ces impayés ont impacté notre dotation budgétaire et ont généré des intérêts moratoires à hauteur de 879 euros à la charge du CHSCT . Les organisations syndicales ont signifié que le comité n'est pas responsable du paiement tardif des factures consécutives lié au logiciel et à l'organisation du centre de gestion. Une déclaration intersyndicale accompagnée d'une motion de censure sera adressé au secrétariat du ministère.

Récapitulatif des sommes engagées en 2012 par direction :

ACTIONS INT ERDIRECTIONNELLES : 46.029,81 euros

ACTIONS INSEE : 6584,19 euros

ACTIONS DOUANES : 31 840,37 euros

ACTIONS DDFIP : 44 260,23 euros

ACTIONS SDNC : 10 903,33 euros

Il reste un reliquat de 152 908,85 euros a affecté en 3^{ème} phase.

AFFECTATIONS DU RELIQUAT

a) Détail des actions inter-directionnelles votées

-achat de trousse de secours pour 1000 euros .

- couverture de survie (feu) pour 9170 euros

- douches portatives (extincteurs) pour 256,80 euros

- Supports pour défibrillateurs pour 574 ,08 euros

Stage de recyclage secouriste 777,40 euros

Stage de sauveteur secouriste (de base) 1339,52 euros

100 Porte documents 8106,22 euros.

2 stages manipulateurs extincteurs pour l'INSEE et le même stage pour le SDNC pour la somme de 1650,48 euros.

B) détail des actions votées pour la DDFIP

VERSAILLES – au 16 AVE DE ST CLOUD : 3 sièges ergonomiques, 3 repose pieds, 1 Porte plateau pour handicapé à disposition du restaurant et 13 trousse de secours pour les véhicules de service.

- Versailles municipal : 1 Siège ergonomique, 1 repose pied et 1débrayage manuel grille + rideau métallique

- CFP 12 ECOLE DES POSTES : 1 Siège ergonomique et 2 repose-pieds

- V52 AVE ST CLOUD : Défibrillateur + trousse signalétique

- CFP ST QUENTIN : 1 débrayage manuel grille + rideau métallique, et 1 défibrillateur et sa trousse.

- CFP de ST GERMAIN : Remplacement des extincteurs de plus de 10 ans et un défibrillateur et sa trousse.

- CFP DE POISSY : 1 Défibrillateur et sa trousse

- CFP DE RAMBOUILLET : 1 siège ergonomique, 1 débrayage manuel + rideau métallique, 1 défibrillateur et sa trousse, la réfection des marches du perron.

- CFP DES MUREAUX : 1 défibrillateur et sa trousse

- CFP PLAISIR : 1 défibrillateur et sa trousse

- PLAISIR CH : 1 débrayage manuel + rideau métallique

- CFP DE HOUILLES : complément d'équipement de l'ascenseur handicapé et un défibrillateur et sa trousse.

- TRESORERIES DE LA CELLE ST CLOUD ,MEULAN , LE VESINET : 1 débrayage manuel grille et rideau métalliques .

- TRESORERIE DE CHEVREUSE : remplacement des extincteurs de plus de 10ans

- TRESORERIE DE ST ARNOULT : stores.

INFORMATIONS RELATIVES AU DEMENAGEMENT DE LA DIRECTION REGIONALE DE L'INSEE

L'INSEE avait projeté de s'installer avec la DIRECTEE au 1 RUE STEPHENSON à ST QUENTIN , cette dernière a décidé d'abandonner le projet, ce qui a conduit à l'établissement d'un nouveau bail comportant des modifications des conditions : la révision de surface à louer et du loyer. Le dossier est actuellement soumis à l'examen du ministère qui donnera ou pas son aval. Fo sera très attentif au suivi de , il est en effet inconcevable que des agents continuent leur travail dans un environnement extrêmement dangereux, exposés aux risques réels d'incendie comme l'a souligné l'inspecteur MR BELLOCK dans son rapport.

Les questions diverses consécutives à l'ordre du jour n'ont pu être examinées, le comité ayant estimé que les sujets importants devaient être abordés dans des groupe de travail pour figurer ultérieurement dans un ordre du jour d'une séance plénière

REMONTEES DE FICHES D'AGRESSION

Les fiches de signalement des services nous ont été transmises au bout d'un an !, sous la forme d'un tableau . Celui-ci analyse les situations conflictuelles qui ont débouché sur des agressions verbales ou physiques entre agents et contribuables. Ce document nous apparaît très imprécis et incomplet notamment en ce qui concerne les réponses apportées par l'administration, par exemple il n'est pas mentionné s'il y a eu un suivi et une prise en charge des victimes par le médecin de prévention . FO considère ce tableau comme un outil de recensement .

De son côté, MR FROMAGEOT Directeur des ressources humaines, nous a informé de l'existence d'une cellule spécifique chargée de gérer ces questions. IL nous a assuré du soutien de son service aux victimes dans leur démarche judiciaire, en précisant toutefois que certaines personnes hésitent à porter plainte.

Le sujet sera développé dans un groupe de travail du comité affaire à suivre.....

Délégation F.O.-DGFIP 78 au CHS-CT : Stéphanie FERRAN, Marie-Christine CARENA, Naïma LATRACH, Jean-Marc LE CORRONC, Jean-François RENON.

